

Fiche d'information n° 6

Migration, inclusion et cohésion sociale



La question de l'inclusion des migrants a toujours été un élément important du phénomène migratoire, mais elle a gagné en complexité dans le monde actuel, de plus en plus globalisé et caractérisé par des sociétés de plus en plus diverses. Le chapitre 6 présente les notions d'inclusion des migrants et de cohésion sociale et examine les résultats et les obstacles en matière d'inclusion observés dans les politiques et la pratique. Il analyse également la « situation sur le terrain », où l'inclusion se fait principalement grâce au rôle des acteurs

locaux et des migrants. Tout en reconnaissant qu'il n'existe pas d'approche universelle en la matière, ce chapitre montre que des politiques d'inclusion holistiques et sans exclusive permettent d'améliorer l'efficacité de l'action des pouvoirs publics menée pour favoriser l'inclusion des migrants et la cohésion sociale. Il souligne que le rôle important que jouent déjà les acteurs locaux et les migrants doit être renforcé pour qu'ils participent à l'élaboration et à l'évaluation, ou la réévaluation, des politiques nationales d'inclusion.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Le chapitre donne un aperçu de ce que suppose l'inclusion des migrants sous l'angle des politiques et de la pratique, des facteurs et des obstacles à l'œuvre, et de l'approche adoptée par différentes parties prenantes en la matière. Mais il montre aussi qu'il est difficile d'aborder la question de l'inclusion des migrants à l'échelle mondiale, car celle-ci reste intrinsèquement nationale et locale.

Trois grandes conséquences pour les politiques peuvent être tirées de l'analyse :

1. L'adoption de politiques d'inclusion holistiques peut améliorer l'efficacité des mesures prises dans le domaine de l'inclusion. Malgré l'accent parfois mis sur l'inclusion sur le marché du travail, les différents domaines d'action sont étroitement corrélés, puisque les résultats obtenus dans un domaine particulier ont généralement des incidences dans d'autres. À l'inverse, l'absence de politiques d'inclusion holistiques peut coûter cher, tant pour les migrants que pour les sociétés d'accueil. Une réponse politique unique mise en place dans un domaine d'action particulier ne

permettra généralement pas d'améliorer l'inclusion générale des migrants si elle n'est pas complétée par des mesures dans d'autres domaines et appuyée par une stratégie politique cohérente. Le risque est non seulement que les migrants se retrouvent exclus et marginalisés, mais aussi que des tensions sociales se créent et nuisent à la cohésion sociale dans la société d'accueil.

2. Des mesures politiques plus inclusives adoptées dans divers domaines d'action connexes débouchent sur des résultats plus profonds et plus durables en matière d'inclusion. Cette conclusion peut sembler logique, mais elle est particulièrement frappante en ce qui concerne les exigences linguistiques, la participation politique et la naturalisation. À l'inverse, des politiques restrictives risquent d'être contreproductives, surtout lorsqu'elles sont appliquées à des fins de gestion des migrations. Les conditions applicables au regroupement familial, censées garantir l'intégration dans la société d'accueil des membres de la famille réunis, notamment les tests linguistiques avant l'entrée, peuvent, dans la pratique, limiter le nombre de migrants qui bénéficient du regroupement familial, au lieu de faciliter l'inclusion des répondants de migrants et de leurs proches.
3. Le rôle important que jouent déjà les acteurs locaux et les migrants doit être renforcé pour qu'ils participent à l'élaboration et à l'évaluation, ou à la réévaluation, des politiques nationales d'inclusion. Une participation et une autonomisation accrues des villes contribueraient à l'atténuation des tensions entre le niveau local et le niveau national en raison d'approches divergentes de l'inclusion. Parce que c'est principalement à l'échelle locale qu'a lieu l'inclusion, les villes et autres autorités locales sont les mieux placées pour dire quelles sont les difficultés de l'inclusion et indiquer les bonnes pratiques pouvant être mises en œuvre. Quant aux migrants, leur participation à l'élaboration des politiques ne correspond pas, à ce jour, à leur niveau d'activité dans les faits en faveur de leur inclusion et de celle d'autres migrants. Si leur voix se fait de plus en plus entendre aujourd'hui, il n'en reste pas moins que leurs besoins et leurs aspirations en matière d'inclusion doivent être examinés plus en détail et être mieux pris en considération dans l'intérêt de politiques d'inclusion plus efficaces.

Le Rapport est disponible à l'adresse www.iom.int/wmr/